

introduction à une histoire du

mouvement autonome

et assembléiste

au Pays basque



Emilio López Adán

Ce texte est issu du livre *Le Pari de l'autonomie. Récits de luttes dans l'Espagne des années 70*.

Pour en savoir plus sur ce recueil de témoignages revenant sur des luttes autonomes dans cette période et savoir où se le procurer :

leparidelautonomie.noblogs.org ou [editionsdusoufflet\(at\)riseup.net](mailto:editionsdusoufflet@riseup.net)

Si invraisemblable que cela puisse paraître, l'histoire de l'Autonomie date d'hier à peine. Les luttes de masse que nous allons aborder ont débuté en 1968 et leur bouillonnement a perduré jusqu'en 1977. Un vent d'euphorie révolutionnaire soufflait alors. Il faut probablement garder en tête ce contexte pour pouvoir saisir à quel point l'intense activité menée par l'Autonomie a pris place au sein du mouvement de tout un peuple. En effet, on aurait tort d'imaginer les autonomes comme des marginaux ou des asociaux, alors qu'ils étaient des membres actifs et reconnus d'un mouvement populaire et spontané. Mais, après ces années de frénésie, sont arrivées celles du déclin des luttes. Et, par un paradoxe de l'histoire, c'est justement au cours de celles-ci qu'est apparue la composante armée de l'Autonomie – les Komando Autonomo Antikapitalistak (Comandos Autonomos Anticapitalistas, Commandos autonomes anticapitalistes, CAA). Ce rendez-vous manqué avec les masses a rendu leur lutte à la fois dure et tragique. Les mobilisations populaires dont ils étaient issus leur ont fait défaut. Les rêves qui les portaient se sont effondrés. Ils se sont heurtés à une répression terrible, et le plus grand mouvement rupturiste* du Pays basque – le Mouvement de libération national basque (MLNV) – s'est dressé contre eux. L'amertume exprimée dans les témoignages des protagonistes est de ce fait facilement compréhensible.

* De la mort de Franco en 1975 jusqu'au triomphe des socialistes (Psoe) en 1982, les partis qui défendaient une révolution sociale associée à une rupture totale avec le franquisme étaient qualifiés de « rupturistes ». À partir de l'approbation de la Constitution de 1978, les partis les plus importants du centre et de la gauche ont accepté une transition « pacifique » (la Réforme), sans changement de la nature du pouvoir, approuvant même la monarchie réinstaurée par Franco. Dans la Communauté autonome d'Euskadi (Pays basque), le gouvernement est tombé ainsi entre les mains des Basques chrétiens-démocrates (PNV, Parti nationaliste basque) et du Parti socialiste. Le mouvement armé ETA et ses amis politiques (Herri Batasuna) formaient le gros des opposants à la Réforme, pour la plupart d'extrême gauche.

1968-1977 : des acteurs pleinement immergés dans les luttes de masse

En 1968, Franco était encore au pouvoir en Espagne. Les luttes ouvrières se multipliaient dans les usines; les Basques, défaits lors de la guerre civile, relevaient la tête petit à petit; tout le monde s'unissait face à la répression et la conscience révolutionnaire ne cessait de grandir. Les motivations exprimées par nos protagonistes étaient claires et simples. Beaucoup d'entre eux avaient vécu leurs premières colères, leurs premières luttes et leur première expérience organisationnelle au sein des usines. Une bonne partie parlait basque de fait et était partisane de soutenir et de se réapproprier cette langue mise à l'écart par l'administration (quand elle n'avait pas été tout simplement interdite). Cela est resté une constante chez les autonomes. Certains provenaient d'ETA ou de mouvements proches. Une minorité était issue de l'anarchisme classique. Finalement, à part quelques exceptions, l'Autonomie au Pays basque n'a jamais oublié qu'elle est née au sein d'une nation dominée. L'Autonomie luttait pour la liberté des travailleurs du Pays basque et affirmait que la seule voie pour y parvenir était celle de la révolution sociale associée à l'indépendance sans État.

La première grande opportunité d'unir tous les fronts dans une pratique autogérée s'est présentée lors des luttes contre le procès de Burgos* en 1970.

* Ce procès, mené par la justice militaire, jugeait seize membres d'ETA pour des actions menées en 1968, notamment l'exécution du chef de la police politique de Donostia, la mort d'un garde civil lors d'un contrôle routier, la mort d'un chauffeur de taxi qui avait tenté d'empêcher la fuite d'un militant blessé, ainsi que des vols pour un butin de 30 millions de pesetas (environ 180 700 euros). Six peines de mort étaient réclamées ainsi qu'un total de 752 années de prison. En jugeant, condamnant et exécutant la « direction » d'ETA, le régime comptait bien faire un exemple. Cette campagne de communication fut paradoxalement mise à profit par l'opposition pour faire entendre sa voix : arrêts de travail, grèves étudiantes et manifestations massives paralysèrent la vie économique et sociale du Pays basque. Par ailleurs, des membres d'ETA V Assemblée (voir note p.13) avaient enlevé un consul d'Allemagne de l'Ouest en annonçant que son sort dépendrait des peines distribuées lors du procès. Mais ils le libèrent juste avant le rendu du jugement, espérant par ce geste rendre moralement intenable toute condamnation à mort. La contestation trouva aussi sa place dans le tribunal où accusés et avocats firent le procès du régime et popularisèrent la situation du Pays basque à un niveau international. Le 28 décembre, neuf peines de mort et 519 années de prison furent distribuées. Le jour même, des grèves et manifestations eurent lieu au Pays basque, mais aussi partout en Espagne, en Europe, aux États-Unis, en Amérique du Sud et en Australie. Des pressions diplomatiques furent exercées depuis de nombreux pays. Le 30 décembre, les peines de mort furent commuées en de longues peines d'emprisonnement. Tous les accusés furent libérés lors de l'amnistie générale de 1977.

Dans les usines, dans les quartiers, etc. se tenaient des assemblées qui ont naturellement fini par gagner la rue. Le peuple avait trouvé ce chemin par lui-même, sans stratégie imposée d'en haut. On n'oublie pas une expérience comme celle-là. Dans cette recherche passionnée de liberté, les luttes se multipliaient dans les usines, dans les quartiers, ou pouvaient encore prendre la forme de mouvements sociaux. Face à l'illégalité imposée par le franquisme, de nouvelles formes d'organisation étaient expérimentées. Ces deux ou trois années de travail sans relâche ont permis de consolider peu à peu les pratiques sociales sur lesquelles s'appuieront plus tard les luttes les plus vives qui se dérouleront de 1974 à 1977. Pour résumer la situation, on peut dire que, durant ces premières années, les assemblées de travailleurs, les expériences des conseils ouvriers et, dans le cas de coordination des luttes, les modalités transparentes de désignation des délégués étaient plutôt sporadiques. Au début, ces assemblées étaient très souvent les proies des syndicats et des partis qui, tout en étant faibles et encore clandestins, essayaient quand même de les récupérer. Mais, par la suite, elles deviendront un outil permanent d'articulation des luttes des travailleurs et, de fait, leur mode principal d'organisation. Des groupes publics et unitaires se mettent en place, et partis et syndicats se verront obligés d'accepter l'auto-organisation ouvrière. On ne s'étonnera donc guère que nos protagonistes paraissent optimistes, forts et pleins d'espoir : beaucoup d'entre eux militaient dans les usines. Dans les dernières années du franquisme, une fois le syndicat vertical (franquiste)* affaibli, les travailleurs s'étaient dotés de structures nouvelles et fonctionnelles. Ils se réunissaient dans les usines pour parler des conditions de travail, mais aussi de politique ou de répression. L'usine était un lieu de réunion naturel, et les patrons étaient contraints d'accepter les assemblées. Quand, du fait de la répression, ils ne pouvaient plus se réunir au sein même des usines, c'est la ville entière qui était investie pour être transformée en espace de liberté (places, églises, associations, etc.). Lorsqu'il fallait accueillir plus de monde, les réunions se déroulaient «à la montagne». En de telles occasions, les travailleurs contrôlaient

* Syndicat vertical : le 9 mars 1938, avant la fin de la guerre civile, la Charte du travail établit notamment la création d'un syndicat unique regroupant patrons et travailleurs, sous l'égide de l'État. L'Organización Sindical Española, communément appelée syndicat vertical, est créée en 1940. On retrouve là l'influence déterminante dans le domaine du travail du parti de la Phalange. Son principal fondateur, Primo de Rivera, prétendait, par l'instauration de ce syndicat unique dans le cadre d'un État corporatiste, répondre sur le modèle du fascisme italien aux luttes sociales et économiques et endiguer la lutte des classes particulièrement vigoureuse dans l'Espagne des années 20 et 30.

eux-mêmes les chemins d'accès pour barrer la route aux balances aussi bien que pour avertir de l'arrivée de la police. L'assemblée était le centre névralgique de toute l'activité politique. C'était là que les actions étaient débattues et décidées, en recherchant toujours le consensus des participants. Afin d'assurer un suivi, les travailleurs éalisaient leurs commissions et les militants les plus motivés mettaient sur pied des comités d'ouvriers ou des conseils d'entreprises. Pour tout, l'assemblée prévalait : comités et conseils n'avaient pour but que de la doter de stabilité et de continuité, sans s'y substituer. Dans ce contexte, la violence était admise, que ce soit pour répondre à la police et aux provocations, ou pour s'adonner au sabotage sur les lieux de travail.

On retrouve aussi ces dynamiques de lutte dans la rue, s'attaquant aux questions urbaines. En 1967, on voit déjà poindre des associations de voisins à Errekaldeberri, dans la périphérie du grand Bilbao. Par la suite, celles-ci se répandront sur l'ensemble du territoire basque : en 1969 à Donostia et Erreterria, en 1970 à Iruñea et en 1974 à Gasteiz. En parallèle à ces associations, et à l'image de ce qui se passait dans les usines, des comités de quartier faisaient aussi leur apparition, initiés par des militants plus politisés. Dans un premier temps, ces comités ont été très actifs en Navarre et dans le Gipuzkoa. Mais, à partir de 1975 et de l'arrivée de la démocratie, ils se sont fondus dans les associations de voisins et ont eu tendance à se dépolitiser. Les luttes urbaines disposaient de leur propre terrain d'action. Si la question de l'urbanisme était très importante – notamment à Erreterria –, les actions en faveur de l'amnistie ou contre la répression l'étaient tout autant. Sans oublier la fête. Quiconque aspirait alors à la liberté la voulait toute entière et, tant qu'à faire, tout de suite. Il œuvrait pour la révolution sociale, pour l'indépendance nationale et, bien entendu, pour la liberté individuelle et le bonheur. Les fêtes populaires offraient aux militants un espace idéal pour articuler la lutte avec le quotidien. Il convient de rappeler que, après la parenthèse des festivités mornes organisées par les autorités franquistes, les fêtes de Bilbao ont progressivement retrouvé leur caractère populaire à partir de 1978. Les revendications de liberté y sont alors à nouveau mises en avant par le biais des sociétés festives (comparsas) et plus spécifiquement par le caractère politisé de la comparsa Txomin Barullo. Si les membres de ces sociétés n'étaient pas nécessairement des autonomes, ils étaient par contre bel et bien des révolutionnaires et des amoureux de la liberté, comme le voulaient l'air du temps et l'ambiance générale.

La lutte urbaine était aussi étroitement liée au mouvement ouvrier. Rappelons-nous Gasteiz en 1976. Des journées dures et intenses. Trois mois de grèves, d'assemblées, de manifestations ; la répression... et les cinq morts du 3 mars*. Dans les quartiers de Zaramaga et d'Adurtza notamment, luttes ouvrières et luttes urbaines marchaient d'un seul pas. Elles s'incarnaient à travers les assemblées, mais étaient portées par le peuple entier.

D'autres mouvements sociaux ont eu leur place au sein des pratiques collectives de notre société. Le plus populaire a été le mouvement antinucléaire. L'enjeu de celui-ci n'était pas uniquement d'empêcher la construction d'une centrale à Lemoiz. Cette lutte était aussi l'occasion de se lancer dans des réflexions profondes sur le consumérisme et les modes de vie, de condamner les logiques du productivisme, ainsi que d'imaginer et de mettre en pratique des manières de vivre alternatives. Beaucoup de gens se sont mobilisés lors de fêtes, de réunions, d'actions ou de manifestations. Et c'est ainsi que, le 14 juillet 1977, nous étions 200 000 à Bilbao. La lutte armée d'ETA a joué un rôle très important pour empêcher ce projet, dont les travaux ont été abandonnés après les attentats menés par l'organisation contre des cadres dirigeants de l'entreprise. Mais il faut tout de même noter que ce protagoniste armé était vu d'un mauvais œil par bien du monde, perçu comme contre-productif par ceux qui portaient une critique dépassant la simple question du nucléaire et voulaient créer de nouveaux espaces d'auto-organisation. Quoi qu'il en soit, ce que nous cherchons à souligner ici est la présence et l'ancrage du mouvement antinucléaire au sein de la société tout entière.

* Le 3 mars 1976 se déroulait à Gasteiz la troisième grève générale en moins de deux mois. Celles-ci étaient massivement suivies et appelées par une coordination d'assemblées ouvrières qui s'organisait en démocratie directe, en dehors des organismes « professionnels » et des syndicats. Dès le petit matin, diverses actions avaient été menées et des piquets de grève paralysaient littéralement l'ensemble de la ville. Vers 10 heures du matin, les affrontements avec la police commencent et vers 13 heures les altercations prennent des allures d'émeute. Aux alentours de 17 h 30, la police encercle l'église San Francisco de Asís dans laquelle se tenait une assemblée de travailleurs. Dans la foulée, elle inonde de gaz lacrymogène la « salle de réunion » ce qui crée un mouvement de panique. La police ouvre alors le feu sur les personnes sortant de l'église, tuant 5 personnes et en blessant pas moins de 150 autres. S'ensuivent alors de violents affrontements et la police ne put reprendre le contrôle de la ville avant 21 heures, une fois les renforts arrivés. Les jours suivants, des appels à la grève sont lancés à travers l'ensemble du territoire espagnol. Ceux-ci furent particulièrement suivis à Madrid et à Gasteiz. Le 8 mars, une grève générale a lieu sur l'ensemble du Pays basque et un mort fut encore à déplorer. Les grèves générales et autres affrontements se sont multipliés pendant plusieurs mois.

C'est encore au cours de ces années que le féminisme va prendre son envol. L'égalité étant intrinsèquement liée à la liberté, bien des militants et militantes se sont rendu compte que la lutte des femmes était un ingrédient primordial pour construire au quotidien un monde nouveau. Aucun homme ne peut être révolutionnaire s'il méprise et humilie la moitié de l'humanité. Et la femme ne peut être révolutionnaire si elle méprise et humilie son propre sexe. L'influence du féminisme était grande chez les autonomes et la place des femmes y était indiscutable.

L'Autonomie faisait aussi la part belle à l'antimilitarisme. Le rejet et la méfiance envers la caste militaire qui s'approprie et monopolise le pouvoir armé et le droit de tuer lui apparaissaient comme autant d'évidences, même si les formulations n'étaient pas encore très claires parmi la jeunesse politisée de ces années. Face au service militaire obligatoire dans l'armée espagnole, les autonomes préconisaient la désertion, mais cette option demandait un niveau d'engagement très élevé. Plus tard, un nombre croissant de jeunes a choisi la voie de l'insoumission*, lutte dans laquelle on a d'ailleurs retrouvé des autonomes de la génération précédente. En parallèle, dans les milieux proches d'ETA, on préconisait le remplacement du service militaire par l'engagement dans l'organisation révolutionnaire armée.

La question de la liberté des prisonniers, de l'amnistie et de la destruction des prisons constituait un autre terrain de lutte. Le MLNV donnait un grand écho à ces luttes et les autonomes ont été très actifs dans les campagnes en faveur des prisonniers *abertzale*** . Ils leur ont d'ailleurs donné un caractère bien spécifique en menant aussi des actions en faveur des prisonniers de droit

* Le *movimiento insumiso* est un mouvement antimilitariste apparu en Espagne vers la fin des années 80. Il s'agissait de refuser d'accomplir le service militaire mais aussi, pour la plupart des insoumis, le service civique. Les tendances les plus intéressantes avaient pour objectif clair la disparition totale du service militaire, accompagné d'une critique radicale de l'armée et de la guerre. Aucun parti ni syndicat n'a jamais réussi à récupérer ce mouvement organisé sous forme d'assemblées et de manière décentralisée. Pendant ses douze ans d'existence (le service militaire obligatoire est aboli en 2001), pas moins de 50 000 personnes se sont déclarées insoumises et 1 670 sont passées par la prison.

** *Abertzale* est un mot basque signifiant « patriote ». À partir de la fin des années 1970, il est souvent employé dans la presse pour désigner les militants indépendantistes et socialistes basques. Il serait plus correct d'employer pour ces militants le terme « gauche *abertzale* » : le PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire, étant de droite et se proclamant aussi *abertzale*.

commun et en développant une critique radicale du système pénitentiaire et répressif. Sur ce point encore, ils se sont retrouvés bien seuls.

Pour résumer, nos protagonistes prenaient part à une ébullition ambiante où ils ont su allier avec aisance leurs pratiques militantes aux pratiques sociales les plus populaires. La participation aux assemblées, par exemple, était massive et ouverte, et s'y retrouver emplissait de satisfaction : la militance n'était ni démodée, ni renvoyée à une obscure clandestinité, ni séparée des gens. À l'usine avec les camarades, dans la rue ou « à la montagne » avec leurs voisins, ils étaient partout chez eux, comme des poissons dans l'eau. Unis par leur origine, ils l'étaient aussi par leur avenir. En ce temps-là, la coordination entre usines relevait de l'évidence : se mettre en grève par solidarité quand il y avait un problème dans la boîte d'à côté allait de soi. Tous ces gens voyaient un sens à s'unir, à mener un travail permanent et soutenu de coordination entre initiatives et groupements autonomes. Et, bien que certains aient essayé, aucun groupe organisé n'a pu en prendre la direction. Aucun parti, aucun syndicat n'allait guider les masses. La convergence des luttes partielles est venue d'en bas et n'a jamais pris la forme qu'un groupe de dirigeants aurait pu inventer. Si l'Autonomie a toujours rejeté le dirigisme, elle n'a pas pour autant repris à son compte les idées de certaines tendances d'ultra-gauche qui niaient le besoin même de coordination. Dans bien des expériences, la coordination s'est montrée utile sur ces deux objectifs que sont la transparence et l'efficacité, imbriqués l'un dans l'autre.

La notion de lutte armée était acceptée dès le début. Le franquisme était la conséquence d'une guerre civile sanglante, on vivait encore sous une dictature, si bien qu'envisager cette option n'a posé de problèmes ni aux autonomes ni au peuple. Par ailleurs, l'histoire de la lutte contre le capitalisme en était semée d'exemples, aussi bien dans le tiers-monde qu'en Europe. L'expérience des luttes autonomes en cours en Italie à l'époque était une influence primordiale, mais la source de la révolte était locale et n'obéissait à aucune idéologie importée. La nécessité d'employer la force afin de se débarrasser de l'exploiteur était donc clairement partagée. L'ambiance générale elle-même appelait au recours à la lutte armée et, la plupart du temps, celle-ci était approuvée par la majorité. Si tout le monde n'avait pas le même rapport à cette pratique, elle paraissait au moins justifiée aux yeux de la grande majorité des travailleurs pour faire face au fascisme.

«À la montagne», dans les usines ou dans la rue – et au vu du mépris et de la violence avec lesquels nous étions traités, nous et nos revendications –, le minimum de dignité exigeait une réponse face aux balances et à la police. Le droit du dominé à la violence comme moyen immédiat de contre-attaque était alors une évidence. La lutte armée en découlait. Par contre, au-delà de la révolte, les modalités de la lutte armée organisée à travers un groupe militaire ou quasi militaire posaient question... Nous en reparlerons plus tard, plantons d'abord le décor général : parmi les autonomes, la majorité approuvait la lutte armée en tant que réponse appropriée, en tant que soutien et possible approfondissement d'autres luttes et en tant que nécessité absolue pour renverser le système capitaliste. L'option prise par ETA de libérer le Pays basque par la lutte armée leur paraissait juste. Mais ils envisageaient autrement la relation entre le peuple et les militants, et n'avaient pas la même conception des moyens à mettre en place pour arriver à l'indépendance (ce qui pour ETA passait par la construction et la consolidation d'un État basque). Dans l'ensemble, les autonomes ont toujours témoigné de beaucoup de respect envers cette organisation. Les CAA ont mené bon nombre d'actions en solidarité avec ses militants et, lorsque l'Autonomie s'est délitée, nombreux sont ceux qui l'ont rejointe.

Idéologie, groupes et coordination

L'idéologie des autonomes – ou plutôt leur manière de voir les choses étant donné que nos protagonistes ne reconnaissaient aucune idéologie figée – puisait ses racines dans ce bouillon d'euphorie révolutionnaire. L'anti-autoritarisme était la composante la plus solide de cette pensée. Cette prise de position anti-étatique et antimilitariste critiquait en actes la droite et ses idées réactionnaires telles que la religion, etc. Mais elle n'épargnait pas pour autant la gauche, notamment le léninisme et tous ses travers. L'Autonomie ne voyait dans les régimes socialistes de l'Est que de vulgaires bureaucraties qui ne pouvaient en rien servir de modèle. Par conséquent, les autonomes s'opposaient à toute forme d'avant-garde et plus spécialement aux partis et syndicats qui se plaçaient à la tête de la classe ouvrière. La posture anti-autoritaire se retrouvait dans l'exaltation de la démocratie directe qui était mise en pratique à travers les assemblées. La nécessité, évoquée plus haut, de coordonner l'ensemble des initiatives populaires relevait du même ordre d'idées.

Il s'agissait de s'assurer que la classe reste l'acteur direct de la lutte, et que sa direction ne tombe jamais entre les mains de sauveurs ou autres spécialistes. Les autonomes n'étaient pas les seuls à porter ces pratiques. Elles étaient aussi le fait de larges coordinations. On peut notamment se référer aux luttes urbaines de Laudio ou Errenteria. À Laudio, en 1977, les participants rejetaient toute délégation de pouvoir à des structures de substitution et faisaient la part belle à la démocratie directe. L'objectif clairement formulé était de créer un contre-pouvoir populaire et assembléiste.

Un autre de leurs piliers idéologiques était leur anticapitalisme virulent. Le capitalisme était identifié comme moyen de gouverner et d'opprimer l'ensemble d'une société. Par conséquent, l'anticapitalisme ne s'attaquait pas uniquement à l'exploitation salariale, mais aussi à la démocratie représentative, aux élections, à l'éducation ou à la morale dominantes. Aucun compromis avec la bourgeoisie n'était envisageable. Les autonomes aspiraient à la libération du Pays basque, sans passer par des étapes intermédiaires*. Ils considéraient donc la bourgeoisie basque comme un ennemi et aucun d'entre eux ne s'imaginait pouvoir créer ou rejoindre un « front national » ou encore commencer par demander la reconnaissance d'un statut d'autonomie. Le fait d'être basque n'était en rien prétexte à des sympathies envers la bourgeoisie locale ou les petits chefs dans les boîtes. Ce qui était proposé était l'auto-organisation basée sur la liberté individuelle la plus affirmée. Cette forme d'organisation devait permettre aux personnes de laisser s'exprimer leurs sentiments positifs tels que l'amour, l'amitié ou la solidarité. C'était une vision du monde optimiste, ouverte et sans ambiguïté. On y retrouvait la lutte globale pour la libération du Pays basque – révolutionnaire et abertzale –, ainsi que le désir et la volonté d'y parvenir. Dans l'idéal, chacun s'approprierait cette lutte sur la base de ses propres expériences en faveur de la liberté. Que peut-on vouloir de mieux quand on lutte ?

* Les termes, usuels à l'époque, étaient « refus de l'étapisme ». Dans la grille d'analyse marxiste (bien connue par nombre d'autonomes), l'étapisme établit qu'il faut passer par une étape de « révolution bourgeoise » ou par un gouvernement bourgeois avant d'entamer la révolution socialiste. Ce concept a été employé par les trotskistes pour critiquer les menchéviques et les staliniens et, au Pays basque, par des autonomes pour critiquer ETA militaire, qui, après la mort de Franco, avait décrété impossible une révolution socialiste dans le contexte de la Transition et donc la nécessité de passer par l'étape d'une (vraie) démocratie (d'où l'alternative KAS, abordée plus loin dans ce texte).

Si l'on cherche à donner des références idéologiques à ce courant, il nous faut citer l'anarchisme et le communisme de conseils. Mais, à vrai dire, il y avait peu de références théoriques explicites au sein de l'Autonomie. Notons quand même que le parti LAIA^{*} avait croisé le marxisme sur sa route et y avait puisé ses racines ; nombre de ses militants avaient consacré de longues heures à l'étude des classiques révolutionnaires et de l'histoire des luttes. Cette organisation s'inspirait de tout ce qui pouvait constituer une vision de gauche radicale : les conseils ouvriers, les communes maoïstes, la Révolution culturelle, et même les bases du trotskisme (c'est-à-dire la critique du stalinisme ou la théorie de la révolution permanente). Les personnes issues du groupe ZYX^{**} ont apporté avec elles une partie de la longue tradition anarchiste, celles d'OICE^{***} l'apologie des conseils ouvriers. Mais il me semble que toute personne qui essaierait d'ancrer les origines idéologiques de l'Autonomie dans le sillage d'une organisation donnée serait dans l'erreur. D'après moi, c'est le contexte général de lutte qui crée les bases d'une conscience politique ; les théories arrivent par la suite, comme autant d'éléments explicatifs, complémentaires et enrichissants de la pratique, mais jamais comme des recettes toutes faites.

Cette époque si enthousiaste, enjouée et foisonnante, mais en même temps si dure en affrontements, a ses lieux mythiques : Errenteria, Pasaia, Irun, Lezo, Donostia, Andoain, Tolosa ou Gasteiz. Et aussi ses dates clés : le procès de Burgos, la grève de Bianchi à Errenteria en 1971, le sanglant mois de mars 1976 à Gasteiz ou la Coordination d'Errenteria en 1977.

Étant donné que des allusions y seront faites à travers les différents témoignages, il nous faut sans doute mentionner plus en détail les origines organisationnelles du mouvement autonome. Arrêtons-nous d'abord sur les comités d'usine. Ceux-ci, opposés à la politique « réaliste » des Commissions ouvrières soutenues par le Parti communiste, se sont développés quasiment

* Langile Abertzale Iraultzaileen Alderdia (Parti des ouvriers révolutionnaires basques), créé en 1974, à la suite de la rupture avec ETA d'une bonne partie de son Front ouvrier (voir note p. 13).

** Le groupe ZYX venait de l'Action catholique ouvrière et, dans sa recherche d'une « organisation intégrale au service de l'auto-organisation de la classe ouvrière », s'était rapproché de la CNT.

*** Organisation de la gauche communiste d'Espagne, historiquement dans la lignée du POUM catalan de la guerre civile, à laquelle prenaient part les Núcleos Obreros Comunistas (NOC) basques.

exclusivement dans le Gipuzkoa, en Navarre et à Gasteiz à partir de 1968. Ces conseils étaient anticapitalistes, anti-autoritaires et partisans des actions dures. Ils ont vu le jour lors des grèves de l'automne 1969 et se sont agueris à travers les mobilisations antirépressives de Burgos, où ils ont rejoint les positions abertzale sur la question nationale. C'est d'ailleurs ce point de vue abertzale qui a généré la réaction critique de certains militants qui ont rejoint l'OICE. Notons qu'ETA, après avoir tenté dans un premier temps de se rapprocher du PC, a fini par soutenir les comités. D'autres militants provenaient assez directement d'ETA. La plupart d'entre eux étaient des vétérans impliqués dans le Front ouvrier* et qui ne se retrouvaient pas dans la tournure prise en 1974 par la branche militaire d'ETA. Il va sans dire qu'ils étaient abertzale. En 1972, quelques personnes qui se trouvaient parmi les « minoritaires » d'ETA VI** s'en séparent et rejoignent eux aussi l'Autonomie avec la volonté d'approfondir l'articulation entre la pratique assembléiste et la clandestinité. De manière moins directe, les militants de LAIA, et plus particulièrement de LAIA-Ez***, sont eux aussi issus d'ETA. LAIA est un groupe qui apparaît en 1974 en tant que scission d'ETA. Petit à petit, ce groupe qui puisait principalement ses racines dans le marxisme adopte des positions conseillistes et libertaires. Quand, à la suite de la mort de Franco, ETA et le MLNV prônent la voie d'imposer au gouvernement l'acceptation de l'alternative KAS, la fraction de LAIA

* Section d'ETA qui réalisait un travail de type politique ou syndical en usine, où le caractère clandestin d'ETA rendait difficile la présence ouverte dans les assemblées. À la suite de conflits autour du tournant « militariste » pris par ETA, une partie importante du Front ouvrier quitte l'organisation en 1974 et va fonder le parti LAIA (voir note p. 12).

** L'ETA évoqué habituellement est l'ETA V Assemblée, de laquelle se sépare en 1970 l'ETA VI Assemblée. Cette dernière, qui préconisait l'abandon de la lutte armée, considérée comme relevant de l'« activisme minoritaire », devra faire face à une autre scission où la majorité de son comité central (les « majoritaires ») ira grossir les rangs de la Ligue communiste révolutionnaire trotskiste. Certains militants « minoritaires » rejoindront la mouvance autonome.

*** En basque, *ez* signifie « non ». C'était le non à l'alternative KAS, qui prônait pour les quatre provinces du Pays basque sud une autonomie avec le droit à l'autodétermination, ainsi que des réformes immédiates, dont la légalisation de tous les partis politiques (certains étaient toujours interdits), l'exclusion de la police espagnole et l'amnistie. Une petite place était faite à l'« amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière ». Cette alternative se confondait ainsi avec la stratégie proposée par ETA face à l'impossibilité, d'après elle, de faire une révolution. Le gouvernement serait obligé d'accepter cette « démocratie avancée » parce qu'elle était possible et soutenue par des luttes massives et des actions armées suffisamment lourdes pour forcer l'État à annoncer l'armistice. ETA appelait cela une « guerre d'usure prolongée ». L'auteur reviendra plus tard sur cette stratégie, lorsqu'il abordera le conflit opposant les CAA à ETA.

qui critiquait les relents réformistes de cette manœuvre s'en sépare et c'est à ce moment-là que LAIA-EZ est créé. Par la suite, les membres de LAIA croiseront le chemin des Commissions ouvrières anticapitalistes d'Euskadi à Eibar, dans la vallée de l'Urola et le long de la côte. Puis, en 1975, ceux de la mouvance autonome. Reste à évoquer les anarchistes de ZYX, qui forment d'abord le groupe Liberación, puis l'Organización de Clase Anticapitalista (OCA-EKA), pour finalement rejoindre le terrain de l'Autonomie. Voilà à peu près tout ce que l'on peut rencontrer dans l'Autonomie de l'époque. Mais bien des personnes y ont pris part sans provenir d'une quelconque organisation et personne ne leur a jamais demandé leur CV.

Pour avoir un aperçu plus correct, il faudrait encore préciser que nombre de militants ou de groupes organisés ont évolué en périphérie des organisations citées. De 1974 à 1977, c'était l'assemblée qui menait la danse tant auprès des travailleurs qu'au sein des luttes urbaines : les partis réformistes ont donc dû – bon gré mal gré – entrer dans cette dynamique. De leur côté, les partisans de la rupture voyaient un large terrain s'ouvrir à eux. Les assemblées n'étaient pas à proprement parler issues de l'Autonomie, mais les autonomes y prenaient part et y rencontraient une large frange de la contestation : communistes, socialistes, chrétiens de gauche, etc. Parmi les organisations et les partis qui se sont impliqués dans le mouvement, je mentionnerai – en suivant un certain ordre chronologique : Écoles sociales, JOC, USO, MC, ORT, PT, etc.* Attardons-nous encore sur deux cas. D'un côté, celui de la CNT, centrale anarchiste porteuse d'une riche histoire. Les chercheurs qui ont étudié cette époque présentent cette organisation comme étant ankylosée et figée sur des points de vue syndicaux et politiques d'avant-guerre. Force est de constater qu'elle n'avait pas grand-chose à voir avec l'Autonomie moderne du Pays basque. De l'autre, il y a l'OICE, qui est mentionnée par les témoins lorsqu'ils abordent l'« espagnolisme ». Ce groupe est né en 1974 de la fusion des Círculos Obreros Comunistas, eux-mêmes créés par les anciens du FLP**, et des Núcleos Obreros Comunistas de Euskadi, issus

* Le livre *Autonomekin Solasean* a été écrit pour un public averti qui dans son ensemble a connu de l'intérieur l'époque et les événements décrits. Il serait très long de préciser toutes les références : Écoles sociales, JOC, USO, MC, ORT, PT correspondent à des mouvements d'éducation populaire, syndicats et partis politiques contestataires, parfois d'extrême gauche, et ayant eu une grande influence au cours de la fin du franquisme et lors de la Transition.

** Le Front de libération populaire intégrait des penseurs très influents dans l'extrême gauche.

en 1973 des Comités ouvriers (non *abertzale*). On y retrouve aussi quelques dissidents d'ETA VI. L'OICE était de tendance conseilliste, mais acceptait la notion de parti ainsi que la nécessité de l'unité stratégique révolutionnaire au niveau du territoire de l'État espagnol. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les rapports avec l'Autonomie *abertzale* aient été compliqués.

À l'intérieur de cette nébuleuse, l'autonomie de chaque groupe était aussi importante que la coordination. Mais, comme souvent dans la pratique, et ceci est flagrant dans les mouvements sociaux, on se préoccupait davantage de la préservation de sa personnalité que d'un travail collectif. Mentionnons tout de même les tentatives de convergence, même si elles n'ont pas rencontré beaucoup de succès. Il y a eu Burgos en 1972 lors de l'action spontanée issue des Comités antirépressifs; la création des Comités en 1974 et leur convergence avec LAIA en 1975; les Commissions ouvrières anticapitalistes d'Euskadi en 1976; la fusion des Comités du Gipuzkoa au sein d'OCA-EKA en 1977; et, en 1977 toujours, le rapprochement sans lendemain entre Askatasuna*, LAIA-EZ, la CNT et OCA-EKA.

Malgré ces tentatives, la grande union n'a jamais été réalisée. Mais cela avait peu d'importance : du fait du bouillonnement de l'époque, le sentiment général était souvent très optimiste. À LAIA-EZ, on pensait même que la conjoncture était prérévolutionnaire. Au sein du mouvement autonome, ce sentiment d'immédiateté était partagé par la majorité. On peut en retrouver des traces dans les témoignages des protagonistes : « La démocratie bourgeoise n'était pas encore réellement installée et, alors que nous sortions du franquisme, nous avions bon espoir en un changement social radical. Un changement qui dépasserait la démocratie bourgeoise. »

Au Pays basque sud, il était le symbole même des points de vue stratégiques espagnolistes et de leur désir de pénétrer la gauche *abertzale*.

* Askatasuna (« Liberté ») est un groupe anarchiste, dont quelques militants significatifs venaient d'ETA. En 1977, Askatasuna devient membre de la CNT et prône la création d'une section pour le Pays basque, distincte de l'espagnole et membre de l'AIT. L'année suivante, ils sont expulsés du syndicat anarchiste.

Crise dans l'autonomie populaire

Mais la réalité sociale ne se limitait pas à celle que connaissaient et façonnaient les militants. En temps de lutte, les forces conservatrices se font discrètes, mais elles restent bel et bien présentes. L'État savait qu'il pourrait compter sur elles au moment de faire passer sa Réforme. Le pari principal de l'Autonomie – gagner la révolution – a été un échec. À partir de 1978, la Réforme est appliquée à l'ensemble du territoire de l'État espagnol, y compris au Pays basque sud. Nous savons aujourd'hui que la situation n'était pas prérévolutionnaire. La radicalité des masses n'était pas le fruit d'une maturité consciente et imparable, mais plutôt une situation conjoncturelle. La rage à l'encontre de la répression et le manque de moyens d'expression « normaux » (dû à l'interdiction des partis politiques, syndicats, etc.) accentuaient l'apparence radicale et rupturiste de l'organisation spontanée. Mais les eaux tumultueuses de l'après-Franco reflétaient une image trompeuse de la réalité sociale. Une fois le réformisme mis en marche, les tendances conservatrices des masses, l'inertie historique et la peur de la révolution ont repris le dessus... et pour un bon bout de temps. Le beau rêve de l'Autonomie a fondu comme neige au soleil. Et, s'il a pu charrier avec lui pas mal d'espoirs et de joies, ceux-ci ont été rattrapés par le sang et les larmes.

La crise de l'Autonomie a donc pour toile de fond le tournant réformiste de la société, mais elle a aussi des causes spécifiques et immédiates dont il convient de dégager trois points. Tout d'abord, la répression, qui ne fut pas des moindres. Ensuite, il nous faut mentionner les problèmes internes à l'Autonomie et notamment le fait qu'elle n'a pas su se doter d'une coordination large et réactive. Si cela est un problème récurrent au sein des mouvements sociaux, la méfiance de l'Autonomie envers les structures permanentes et potentiellement autoritaires a contribué à cette carence. Et ces problèmes d'organisation se sont répétés au sein de chaque groupe. Mais le plus gros point faible de l'Autonomie a été de ne pas avoir su contrecarrer l'influence pernicieuse des partis et des syndicats. Ce sont eux qui ont dynamité et miné de l'intérieur les dynamiques assembléistes qui donnaient corps à l'Autonomie. Pour ce qui est des syndicats, les autonomes n'ont jamais rien voulu avoir à faire avec le syndicalisme traditionnel qu'ils considéraient comme un des rouages du capitalisme. Leur défiance générale envers le capitalisme allait de pair avec le rejet d'un réformisme où les syndicats ne sont que des outils du pouvoir au sein des usines.

Au cours des premières années que nous avons mentionnées, ELA*, les Commissions ouvrières et l'UGT** n'avaient que peu d'influence. Si, dans un premier temps, ces syndicats plus ou moins officiels (puisqu'ils sont directement liés aux grands partis historiques encore dans l'opposition) ont pu tenter de noyauter les assemblées pour arriver à leurs fins, ils ont très vite dû accepter – à contre-cœur – la prépondérance du mouvement assembléiste. Ce n'est qu'une fois la Réforme promulguée qu'ils feront des pieds et des mains pour que la situation revienne «à la normale», c'est-à-dire pour liquider la participation directe des travailleurs et se poser comme les seuls et uniques interlocuteurs valables du capital. À partir de 1976, après la mort de Franco, la plupart des partis et des syndicats voient la Réforme d'un bon œil. Les Commissions ouvrières, l'UGT et ELA n'ont d'autre ambition que celle de se renforcer. Pour le dire simplement, l'esprit de la Réforme, l'avidité des syndicats et le conformisme des masses ne font qu'un. Les syndicats, en interne, ont fait tout leur possible pour rendre les assemblées impuissantes, tandis qu'en parallèle le patronat et l'État les considéraient comme leurs seuls interlocuteurs, faisant ainsi croire aux masses qu'ils représentaient la seule alternative possible, réaliste et responsable pour arriver à quelque chose. En période de crise et de montée du chômage, ces manœuvres ont eu une grande influence sur beaucoup d'ouvriers.

L'opposition à l'alternative KAS et les relations avec le MLNV

Si l'Autonomie a subi l'offensive du syndicalisme réformiste, les désaccords avec d'autres tendances rupturistes ont eu des conséquences bien pires encore. Je fais ici référence au nationalisme basque radical et au large mouvement qui gravitait autour d'ETA : le MLNV. Ce mouvement non plus n'acceptait pas la Réforme espagnole. Les *abertzale* radicaux comptaient parmi les révolutionnaires et, même s'il y avait des différences entre eux et les autonomes, tous se retrouvaient d'une certaine manière du même côté de la barricade. Cependant, l'impitoyable offensive qu'a menée le MLNV à l'encontre de l'Autonomie a eu pour effet de l'affaiblir, de la blesser et de la démoraliser. Il faut reconnaître que c'est l'Autonomie qui a ouvert les hostilités sur le terrain de la critique politique, en rejetant l'alternative KAS et en lui opposant

* Eusko Langileen Alkartasuna (Solidarité des travailleurs basques) : syndicat historique, réformiste (à l'époque) et lié au Parti nationaliste basque.

** Union générale des travailleurs, syndicat historique inféodé au Parti socialiste.

un refus déterminé. Cette attitude a été adoptée par les autonomes en général, et par les Commandos autonomes en particulier. LAIA-EZ par exemple disait que l'alternative KAS était compatible avec la démocratie bourgeoise et présentait un risque de recul de la perspective révolutionnaire. Parmi les autonomes, la position était claire : « Le programme KAS reprend les bases minimales nécessaires à la démocratie bourgeoise. Pour notre part, nous pensons qu'il ne faut rien céder à la bourgeoisie. Il s'agirait plutôt d'élargir et de renforcer la lutte en se confrontant directement au pouvoir. »

Et voici ce qu'en pensaient certains membres des Commandos autonomes (1978) : « L'alternative KAS, même si elle incarne une démocratie relativement avancée, ne permet pas d'éviter le risque que cette démocratie se consolide et qu'elle reste une démocratie bourgeoise, si avancée soit-elle. Nous croyons que la seule manière d'éviter ce risque est de lutter dès à présent pour l'objectif final ; c'est-à-dire répéter inlassablement au peuple que nos buts sont l'indépendance et le socialisme. » Cette critique lui parvenant de sa gauche n'a pas été très appréciée par le MLNV.

Pourtant, durant ses premières années, l'influence de la dynamique assembléiste au sein du MLNV était notable. LAB*, par exemple, lors de sa création, était une organisation assembléiste**. Mais cela n'a pas duré. En 1978, alors que les mouvements sociaux assembléistes entraient dans leur période de crise, LAB a mis de côté ses « erreurs de jeunesse » et s'est transformé en syndicat d'adhérents. Ce changement, lié à la dynamique interne du MLNV, n'a pas été opéré pour suivre la voie des syndicats réformistes ni leurs objectifs pourris, mais a plutôt été un nouveau coup porté aux rêves de l'Autonomie. De manière générale, l'ensemble du MLNV a adopté le modèle léniniste, avec le MLNV comme avant-garde du peuple et ETA comme avant-garde du MLNV. Là où ils étaient influents et au sein des structures qu'ils contrôlaient, ils exhortaient à l'unité, valeur qu'ils

* Le Langile Abertzaleen Batzordeak (Commissions ouvrières *abertzale*), créé en 1974, au début organisé sous forme d'assemblées, devient un syndicat classique d'affiliation après que la gauche *abertzale* en a pris le contrôle par des manœuvres pas toujours glorieuses. Depuis, il est considéré comme faisant partie du MLNV. En 2000, il a élargi son activité au Pays basque nord.

** Dans l'ensemble, la gauche *abertzale* a prôné, d'un côté, l'organisation autonome des mouvements sociaux face à l'administration espagnole et, d'un autre, l'organisation pyramidale et disciplinée de tous ses membres à l'intérieur du mouvement même. Si elle a occasionné des dissensions, cette contradiction a généralement été acceptée par les militants.

utilisaient par la suite pour justifier le mépris et la critique envers les camarades restés en dehors du grand groupe.

Les critiques émises par les autonomes à ce sujet étaient et restent très claires. Vous les retrouverez dans ce livre : « Herri Batasuna (HB) veut anéantir tout ce qu'elle ne contrôle pas... Hasi* est complètement léniniste et pense que la révolution n'est possible que sous la direction du parti. » Dans la pratique, HB a brisé de l'intérieur les assemblées qui lui échappaient et a utilisé le poids moral et politique d'ETA pour y parvenir. Poids face auquel les autonomes se retrouvaient bien démunis dans un environnement *abertzale*. Comment ont-ils réagi ? Certains ont tenu tête et se sont affrontés à HB et au MLNV, mais la majorité ne l'a pas fait : « Nous ne voulions pas nous opposer directement et ouvertement au mouvement basque organisé. » Ils avaient un grand respect pour ETA, le respect que l'on voue à ceux qui risquent leur vie. Et, au-delà de ça, certains pensaient même que l'aspiration autonome pouvait aussi se vivre à l'intérieur du MLNV. Ils mettaient en avant les dynamiques assembléistes qui existaient au sein de HB et y ont cru. Comme nous le verrons dans les témoignages, après la crise du mouvement au début des années 80, un certain nombre d'autonomes se sont retrouvés au sein de HB ou dans les groupes du MLNV qui luttait pour l'amnistie, AEK**, l'écologie, etc. Certains se sont brûlé les ailes et se sont retrouvés en rupture totale ; d'autres ont continué et sont aujourd'hui des personnes de référence au sein du mouvement.

De manière générale, même si elle l'a beaucoup critiqué, l'Autonomie a toujours préféré considérer le MLNV comme un compagnon de barricade. Mais les relations se sont rapidement envenimées et l'obstacle principal à la bonne entente entre les autonomes et le MLNV a été l'existence même des Commandos autonomes, qui ont été considérés par certains comme les leaders et les responsables de l'ensemble du mouvement. Or, si les Commandos

* Herri Alderdi Sozialista Iraultzailea (Parti socialiste révolutionnaire populaire), plus connu sous son acronyme Hasi qui signifie « commencer ». Ce parti, fondé en juillet 1977, était généralement considéré comme la branche politique d'ETA. Il fut un des principaux protagonistes de la coordination KAS ainsi que de la coalition Herri Batasuna.

** Alfabetatze Euskalduntze Koordinakundea, mouvement qui s'emploie à enseigner la langue basque, alphabétiser les locuteurs et étendre son emploi dans la vie quotidienne. Nombre de ses membres étaient proches du MLNV.

étaient assurément une des composantes de l'Autonomie, je ne pense pas qu'ils en aient été la plus importante. Tout en étant fier d'appartenir à un grand mouvement social traversé en profondeur par les pratiques autonomes, aucun de ses membres n'aurait à mon avis voulu endosser le rôle de dirigeant. C'est ce que disaient les CAA eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, les formes d'expression armée se voient souvent attribuer une place particulière. Les médias leur ont accordé une énorme attention et on peut voir le rôle central donné à ETA par le MLNV à travers l'opinion que ses militants portent sur les autres mouvements. C'est en suivant la même logique que les Commandos se sont aussi retrouvés affublés d'un statut spécial.

Les Commandos autonomes anticapitalistes

Malheureusement, comme on l'a déjà dit, les Commandos ont fait leur apparition alors que le mouvement social se trouvait en haut de la vague, c'est-à-dire quand sa chute était déjà amorcée. Ils ne pouvaient pas le savoir, mais les militants ont donc endossé l'engagement le plus dur au pire moment, au moment où la base sociale de leurs luttes offensives était en voie d'affaiblissement. Cela condamnait d'avance une dynamique de groupe armé clandestin.

Les Commandos se créent en 1976. Comme nous l'avons déjà vu, les militants autonomes de base avaient une certaine habitude des actions dures – même si elles n'étaient pas de type militaire. Manifestations et sabotages leur étaient familiers. Au sein d'une situation encore vue comme prérévolutionnaire et alors que les luttes massives frappaient toujours fort, l'option de passer à la lutte armée a été réfléchi avec beaucoup de sérieux, et cela a été particulièrement vrai au sein de LAIA-EZ où les discussions allaient bon train. D'un point de vue purement autonome, la lutte armée devait être menée depuis la base et en relation directe avec les luttes des travailleurs. Pour des libertaires, la question principale n'était pas de savoir comment prendre le pouvoir, mais d'agir pour renforcer l'action directe du peuple afin d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie. La stratégie visait donc à donner le premier rôle à la révolution, au peuple auto-organisé, à l'autonomie de la classe ouvrière. Par conséquent, les actions armées devaient être le fruit de ce qui était décidé en assemblée. «Le peuple doit être le seul acteur direct et le seul dirigeant du processus révolutionnaire, notre fonction est de renforcer son rôle et de compléter l'action directe du peuple en armes en tirant profit des avantages

qu'offre une structure clandestine, tout en nous soumettant aux directives générales élaborées par le peuple.» Voilà qui est dit. Ainsi, les actions parleraient d'elles-mêmes, puisqu'elles seraient directement issues du peuple et seraient conformes au désir de ce peuple en lutte. L'idéal étant que les axes et bases des actions jugées nécessaires soient discutés par les assemblées, tandis que les cibles et les moyens concrets seraient choisis par le groupe armé clandestin. Les Commandos se sont créés dans le but de mener techniquement à bien le développement d'une violence naturelle et spontanée qui émanait des assemblées. Mais la lutte armée clandestine ne s'improvise pas. Elle a ses propres règles et celles-ci sont souvent contraignantes. Premièrement, il faut pouvoir compter sur un nombre suffisant de militants et d'armes. Alors que les Commandos font leurs premiers pas, seuls les militants issus d'ETA sont en possession d'infrastructures et d'habitudes liées à la clandestinité armée.

En 1975-1976, des personnes de différents groupes s'unissent pour créer la première coordination. Parmi celles-ci se retrouvent quelques dissidents d'ETA VI, des gens de LAIA-EZ, ainsi que des *berezi** d'ETA politico-militaire. Les deux premiers groupes – de tendance libertaire – étaient autonomes au sens social et politique du terme, ce qui n'était pas le cas des *berezi*. Pour ceux-ci, être autonome voulait surtout dire ne pas être sous les ordres d'une direction centrale qui pouvait toujours prendre une tournure opportuniste ou réformiste : il fallait que chaque groupe possède sa liberté d'action sur des critères qui lui seraient propres. Les *berezi* rejetaient leur direction. Selon eux, être *abertzale* et révolutionnaire suffisait pour agir sans avoir à suivre les ordres de personne. Il y avait donc deux sensibilités et deux origines différentes tant dans les raisons de prendre les armes que dans celles de travailler ensemble. Deux manières distinctes de comprendre la lutte. Et cette contradiction a accompagné les Commandos tout au long de leur histoire. Plus tard, en 1978 et 1979, d'autres personnes issues des pratiques autonomes non organisées les ont rejoints. Les Commandos s'étoffaient et ont bientôt commencé à prendre de la consistance à Azpeitia, Gasteiz, dans le haut Deba, etc.

* Lors de la scission en 1974 entre ETA politico-militaire et ETA militaire, la première veut donner la priorité à la voie politique, sans renoncer aux actions armées mais en les voyant comme des moyens complémentaires au travail politique. Les Comandos Bereziak (commandos spéciaux) vont être chargés de mener à bien des actions importantes relevant de l'intérêt général. Les *berezi* dépendaient directement de l'exécutif de l'organisation et non des comités locaux. En 1977, une bonne partie d'entre eux entrent en conflit avec leur direction ; ceux qui privilégient la lutte armée rejoignent ETA militaire, et ceux qui critiquent le centralisme de l'exécutif les CAA.

Tout au long de leur histoire, les Commandos ont été confrontés à bien des problèmes, dont la répression. À l'époque, ETA engrangeait de la force, devenait une organisation conséquente et menait une lutte très intense qui allait bientôt prendre la forme d'actions de guérilla urbaine. En parallèle, la police perfectionnait ses moyens de surveillance et d'intervention pour ne pas perdre de terrain. Les Commandos, quant à eux, n'avaient pas la même infrastructure ni les mêmes ressources financières qu'ETA et, par conséquent, ils se sont vite retrouvés être les grands perdants de cette course contre la montre. Il faut dire que les conditions pour tenir dans le temps étaient pour le moins difficiles. Par ailleurs, le rêve de l'Autonomie et la dure réalité de l'époque n'allaient pas vraiment de pair : la culture assembléiste et les nécessités de la clandestinité sont difficilement compatibles. Si le mouvement populaire avait continué, son énergie aurait sans doute pu permettre de dépasser les problèmes internes. Mais cela n'a pas eu lieu. Pourtant, selon moi, les obstacles majeurs qui ont empêché la lutte de trouver sa propre légitimité ont résidé dans l'existence d'ETA d'un côté, et dans des questions d'ordre pratique de l'autre.

Il y a eu de grands débats au sein des Commandos quant aux objectifs de la lutte armée. Si au début ceux-ci étaient clairs – prolonger et rendre efficace la violence spontanée qui existait dans les luttes des masses –, la nécessité de l'action antirépressive est venue flouter les lignes. La répression s'étant très vite concentrée sur ETA, les discussions sur le fait de savoir si les flics étaient des cibles légitimes ou si les actions devaient uniquement se centrer sur les nécessités exprimées par le mouvement populaire ont été maintenues en permanence*. Chaque groupe agissant suivant ses convictions et aucun n'étant foncièrement opposé à cette idée, des actions antirépressives ont trouvé leur place aux côtés des autres et ont généré une relation très particulière à ETA. Les Commandos ont mené de dures attaques en réponse à la répression que subissaient les militants d'ETA. C'était pour eux la loi de la solidarité. Mais ETA, de son côté, ne voyait pas cela d'un bon œil. Dès que les Commandos sont sortis du cadre des actions contre des biens pour passer aux attaques contre la police, ETA a assimilé ces actions à une forme de parasitisme ou à un dangereux détournement de sa lutte. Cette contradiction éclatera très violemment dans les derniers moments des Commandos.

* On impute aux CAA autour de cent actions armées, dont une trentaine aux conséquences mortelles.

Au début, alors qu'ils étaient encore au meilleur de leur forme, les Commandos avaient adopté la même posture envers ETA que celle prise par l'Autonomie envers le MLNV : ils critiquaient ETA pour sa tendance léniniste, rejetaient le programme KAS pour son réformisme, mais ça ne les empêchait ni de garder un énorme respect pour ETA et ses militants ni de vouloir travailler ensemble. Apparemment, il a été plus ou moins possible dans un premier temps de se retrouver sur certains points. Mais ces envies étaient-elles réellement réciproques ? Les témoins de ce livre disent que ce fut parfois le cas. Quand ETA était sous la direction d'Argala par exemple, puis ensuite grâce à l'influence de Txomin Iturbe*... Je n'en sais pas beaucoup plus. Par contre, il est certain que cela a engendré bien des débats et des conflits. En 1979, la position envers ETA était devenue un sujet de discordance au sein des Commandos. Les partisans de l'Autonomie traditionnelle ne voyaient pas comment il était possible de travailler avec ETA militaire. Voici ce qu'ils en disaient : « ETA a une conception élitiste de la révolution et du rôle de l'avant-garde. Elle est autoritaire dans sa manière de s'organiser et – à travers le programme KAS – elle maintient une ligne de négociation tactique tout à fait assimilable par la bourgeoisie. » Pour cette tendance active au sein des Commandos, l'Autonomie est une autonomie de classe. Ses objectifs sont radicalement anticapitalistes et la lutte contre le système est totale. Du fait de sa stratégie basée sur la démocratie directe, elle ne reconnaît que les organisations issues du pouvoir populaire et n'a aucune complaisance envers les partis, les syndicats ou toute autre structure autoritaire qui se substituerait au peuple. Ces Commandos font leur la solidarité avec ETA ainsi que les actions directes contre la répression, mais ils rejettent en bloc le programme KAS et les structures du MLNV.

Une autre partie des Commandos se positionne en faveur du programme KAS et du MLNV. Pour celle-ci, l'Autonomie se résume au fonctionnement autonome de chaque commando : en agissant selon sa propre conscience, quiconque se déclare en faveur du socialisme et de l'indépendance peut être

* L'auteur parle ici de rapports internes et clandestins, dont la teneur pouvait encore être une source de danger pour des témoins vivants. Argala et Txomin sont deux dirigeants mythiques d'ETA militaire, dont on vante encore l'ouverture aux autres tendances ou aux non-membres des organisations armées. Argala a été assassiné par le terrorisme d'État en 1978. Après sa mort, les anciens *berezi* ont pris un poids particulier dans l'organisation. Txomin, quant à lui, est mort en 1987. D'après certains témoignages, la façon de penser de leurs successeurs n'a plus jamais été la même.

un autonome. Dans cette perspective, ces Commandos ne voyaient pas d'incompatibilité entre ce type d'autonomie et l'alternative KAS ou le fait de soutenir les partis et les syndicats du MLNV. Ces deux tendances ont été présentes d'un bout à l'autre de l'expérience des Commandos. Les dernières divergences ont noirci la fin de leur existence et peuvent être lues en pointillés dans les témoignages.

Vengeance, vengeance jusqu'au bout

ETA a répondu aux critiques, et pas de la manière la plus tendre. Nous avons déjà dit qu'ETA considérait les Commandos comme des parasites. Mais elle supportait surtout très mal la « concurrence » sur son terrain spécifique, la lutte armée. Les critiques radicales venant de sa gauche sont toujours dommageables pour tout parti orthodoxe qui veut détenir le monopole de la révolution.

Le MLNV n'y a pas échappé. ETA était elle aussi contaminée par les mauvaises habitudes des partis communistes et a eu tôt fait de faire passer les critiques idéologiques pour des complots policiers. Par un tour de passe-passe rhétorique, elle a pu affirmer que – selon elle – les critiques des autonomes affaiblissaient la révolution (dont ETA était la seule avant-garde) et qu'elles ne pouvaient donc venir que de contre-révolutionnaires. À travers ce discours bien rodé, l'ennemi « objectif » devient alors trop facilement un auxiliaire de police. ETA et le MLNV n'ont pas tardé à appliquer cette version policière de l'histoire aux Commandos et ce jusque dans ses ultimes conséquences. Nous en retrouvons une trace dans un des premiers communiqués d'ETA sur la question, et qui finit dans l'amalgame et les menaces : « Leurs actions [des CAA] représentent un danger réel de contrepoids négatif au processus révolutionnaire basque mis en place par les forces du KAS. Mener au Pays basque une action armée dirigée de manière démocratique par les travailleurs relève de l'absurde et n'est pas viable. » Jusqu'ici, la critique relève de l'idéologie et de la stratégie et en cela est understandable, mais voici la suite : « Les Commandos, de par leur structure plus ou moins anarchique, sont facilement perméables à l'infiltration policière ou à l'action des services de renseignement espagnols qui pourraient alors provoquer une série d'actions destinées à salir et à discréditer [notre] processus de lutte armée. Par conséquent, ETA peut penser que ce sont des groupes promus et soutenus par la tolérance

répressive, dans l'objectif de les utiliser afin de stopper le potentiel de la lutte armée menée par ETA» (1979).

C'est dans ce contexte que se sont déroulés les derniers événements de l'histoire des Commandos. En 1984, Enrique Casas est abattu. Quelques jours plus tard, la police élimine sans pitié le commando autonome accusé de cette exécution. C'est le « massacre de Pasaia », un événement qui a profondément marqué l'histoire récente du pays. Quand on analyse ces événements douloureux, le peu de considération qu'avait le MLNV envers les Commandos saute aux yeux. Les dernières heures des Commandos – frappés par la répression, maudits par le MLNV et reposant sur une base sociale très affaiblie – avaient sonné. Un glas rempli de larmes et de rage, et du sentiment de s'être retrouvés « seuls et trahis ».

Revenons sur les événements. Casas était alors sénateur socialiste de la région du Gipuzkoa et son parti (le PSOE) était au gouvernement à Madrid. Il se présentait d'ailleurs comme tête de liste aux élections autonomes qui approchaient. Par ailleurs, il était aussi membre et farouche défenseur du Conseil de sécurité (qui réunissait les forces antiterroristes des gouvernements central et autonome). C'est en raison de cette dernière fonction qu'il a été pris pour cible par les Commandos. À leurs yeux, Casas était l'un des principaux responsables de la guerre sale qui prenait une tournure de plus en plus féroce : le gouvernement espagnol commençait à poursuivre et à éliminer les militants réfugiés en Iparralde*. À travers la mort de Casas, les Commandos affirmaient qu'ils n'allaient plus tolérer aucun enlèvement ni aucun assassinat, parmi lesquels les disparitions récentes de Lasa, Zabala, Peru et Stein (tous militants d'ETA militaire)**. Il n'y avait donc aucun doute à avoir sur le fait que cette action avait été menée en solidarité avec les militants d'ETA victimes du terrorisme d'État, et cela dans la plus pure tradition des Commandos. Mais ETA et le MLNV n'ont pas voulu l'entendre de cette

* Pays basque nord, sous administration française.

** Le 6 octobre 1983, ETA politico-militaire avait enlevé un capitaine de l'armée dans le but de l'échanger contre la libération de neuf militants. Durant les treize jours qu'a duré cet enlèvement, deux militants d'ETA militaire ont disparu : Lasa et Zabala (leurs corps ont été retrouvés des années plus tard dans de la chaux vive). Au même moment, une tentative d'enlèvement a eu lieu à l'encontre de José Mari Larretxea, alors dirigeant d'ETA politico-militaire. Ces deux événements répressifs furent considérés comme les premières actions des GAL (Grupos Antiterroristas de Liberación, organisation parapolicrière en charge de mener la guerre sale contre ETA et ses proches). Le capitaine kidnappé a finalement été assassiné, probablement en représailles à ces exactions. Peru et Stein, militants d'ETA militaire, ont été assassinés froidement à Hendaye quelques jours avant l'attentat autonome contre Casas.

oreille. À la veille des élections, les médias leur ont attribué l'attentat, et les différents partis constitutionnels en ont profité pour mener une offensive contre HB, qui se présentait aux élections. ETA et le MLNV ont alors lancé de graves diffamations contre les Commandos en laissant supposer qu'il s'agissait d'une provocation policière – quand ils ne disaient pas tout simplement que le meurtre avait directement été commandité par la police. Voici une déclaration d'ETA : « Nous n'en assumons pas la responsabilité. Nous replaçons cet attentat dans le cadre de la guerre sale lancée par le PSOE lui-même et le voyons comme une manière de nuire à l'alternative KAS, en vue des élections du 26. Nous accusons le PSOE d'en être le responsable. » HB déclare pour sa part : « [Notre] condamnation la plus catégorique [...]. Une provocation évidente [...] avec l'intention claire de saboter la campagne électorale [...]. Qui se cache derrière cette mort ? [Ils répondent que ce sont ceux qui, voyant l'avancée électorale d'HB, veulent l'entraver.] Des ficelles sont tirées dans l'ombre par les services de renseignement qui dirigent le processus de réforme de l'État espagnol. Ce sont eux qui se trouvent derrière cette action, comme derrière plusieurs autres ayant eu lieu ces derniers temps... [La mort d'Enrique Casas] est le dernier agissement en date de la guerre sale... »

Ce point de vue a de nouveau été affirmé à la suite des assassinats de Pasaia. Le MLNV a même déclaré que les meurtres perpétrés par la police n'avaient qu'un seul objectif : éliminer les témoins afin d'enterrer à jamais la sale manœuvre policière autour du meurtre du sénateur Casas. Pour ceux qui ont perdu des amis à Pasaia, cette accusation reste une blessure ouverte et difficile à oublier. D'autant plus qu'à partir de ce jour la position officielle du MLNV n'a plus jamais dévié : « Les autonomes ? Dans le meilleur des cas, des anarchos-marginaux fouteurs de merde ; dans le pire, une machination policière visant à affaiblir ETA et le MLNV. » Pour ceux d'entre nous qui ont connu l'histoire de l'Autonomie et ses protagonistes, l'attitude du MLNV envers les Commandos autonomes est non seulement erronée, mais aussi honteuse.

Pourtant, ce genre d'agissements et d'allégations se sont répétés plus tard à l'occasion de l'affaire de Portugaleta. En avril 1987, des jeunes avaient lancé quelques cocktails Molotov contre la Casa del Pueblo (Maison du peuple du PSOE) et plusieurs personnes qui s'y trouvaient avaient péri. C'était, encore une fois, en pleine période électorale. Parmi les personnes qui avaient lancé les cocktails figuraient des membres du collectif Mendeku, ce qui signifie « vengeance »... Par pure coïncidence, il se trouve que le commando qui avait mené l'attentat contre Casas portait le même nom. L'ambiance générale dans

laquelle se déployait l'Autonomie des années 80 n'était plus celle du grand mouvement des travailleurs ou des assemblées. Cependant, quelques jeunes au caractère anti-autoritaire bien trempé tentaient de mener un travail d'agitation en phase avec leur époque et se bougeaient sur des questions telles que le logement, l'antimilitarisme, montaient des concerts, etc. Ils voulaient s'organiser contre toute autorité, y compris celle de HB. Tout comme les autonomes de la génération précédente, ils étaient solidaires des militants d'ETA poursuivis par la police. L'attaque aux cocktails avait d'ailleurs précisément été menée en représailles à la remise à la police espagnole de deux réfugiés par la police française. À Portugalete, ces mêmes « anarchoïdes » ou autres « totos » que HB voyait d'un mauvais œil ne reconnaissaient pas l'alternative KAS et étaient, au même titre que l'ensemble des jeunes libertaires, rejetés par Jarrai^{*}. À la suite de cette action, les médias ont pointé du doigt ETA et HB, qui en sont arrivés à répéter les mêmes arguments que par le passé : « La police et le gouvernement civil savent parfaitement que le groupe Mendeku a toujours été et reste un ennemi idéologique et politique de HB. L'action aux cocktails Molotov à Portugalete ressemble de près à la provocation politique qui a entraîné la mort d'Enrique Casas, elle aussi réalisée par des groupes idéologiques ennemis de HB et, comme par hasard, en pleine période électorale. » La suite de l'histoire de Portugalete a pris une tournure hallucinante et a atteint le summum du ridicule. Afin de mieux s'en rendre compte, je me contenterai de citer un texte signé de la main du porte-parole de Jarrai de l'époque, Floren Aoiz^{**}. Dans ce texte, il compare l'assassinat de Casas à l'incendie du Reichstag provoqué par les nazis (!)^{***}, et voilà ce qu'il

* Jarrai (« Continuer »), fondée en mai 1979, était l'organisation de jeunesse de la coordination KAS. De tendance socialiste et indépendantiste, elle est restée pendant longtemps une référence dans la gauche *abertzale*. Elle s'est souvent montrée très agressive envers les jeunes « indisciplinés » : libertaires, autonomes, antimilitaristes, etc.

** Aoiz est encore un des membres éminents de l'intelligentsia du MLNV. Voilà pourquoi il est cité nommément.

*** Malgré l'explication stalinienne souvent retenue, et en laquelle devait croire Aoiz, l'incendie du Reichstag n'a pas été une provocation nazie mais bien l'œuvre d'un révolutionnaire nommé Marinus van der Lubbe. Celui-ci – alors connu de nombreux camarades – a été défendu par une partie non négligeable du mouvement anti-autoritaire de l'époque. Pour plus d'info, nous renvoyons vers l'article « Oui, le Reichstag brûle ! » dans le n° 3 de la revue anarchiste *Subversion* ou encore vers les deux livres suivants : *Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, de Nico Jassies, aux Éditions Antisociales, et *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, documents traduits du néerlandais, présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeves, aux éditions Verticales.

dit à propos de la mort du sénateur du PSOE : « Il a été tué par un groupe d'ultra-gauche, les Commandos autonomes, groupe complètement éloigné et opposé au MLNV de par son idéologie et sa pratique. Il est possible que ce groupe ait été infiltré lors de cette action, et aujourd'hui on ne sait toujours pas pourquoi la police espagnole les a tous liquidés à Pasaia, tous sauf un » (*Portugalete o la historia de una provocación*).

Le futur, s'il y en a un, nous appartient

Les autonomes ne se sont pas arrêtés là. Ils ont continué à prendre part aux luttes en cours en accord avec ce que l'époque permettait*. Je crois qu'ils sont encore prêts à prendre les armes si l'occasion venait à se présenter, si le peuple décidait de se soulever. Les relations conflictuelles avec le MLNV ont elles aussi perdurées. Certains se sont sentis abandonnés et isolés dans les villages ou même en prison, d'autres par contre se sont impliqués à fond dans des collectifs communs ou même à l'intérieur du MLNV. À travers ces pages, vous partirez à la rencontre de combattants valeureux et sincères. Et si un jour la révolution éclate, si nous la faisons, nous reprendrons le chemin qu'ils ont emprunté. Ils ont perdu leur pari face à la Réforme, mais ont mené une lutte pleine de sens et personne ne peut dire que leurs idéaux n'étaient pas justes. D'ailleurs, la victoire n'a souvent pas grand-chose à voir avec la justice. Et c'est justement de justice qu'ils restent avides. C'est ce qui les maintient debout et en lutte. Au vu de leur histoire, et parce qu'ils ont été des combattants sincères et que nous aspirons à la justice, j'aimerais clore cette introduction par une demande très personnelle qui n'engage en rien l'éditeur de ce livre : il est temps de laver la merde qui leur a été balancée dessus. Je ne veux ni ne peux demander aux politiciens ou aux médias institutionnels qu'ils reviennent sur les dégueulasseries qu'ils ont dites ou écrites. Ça, c'est du passé et ça restera comme ça. Par contre, j'adresse une demande à Herri Batasuna. En ces temps, qui sont ceux du processus Urrats Berri**, elle

* On pourrait particulièrement citer l'opposition aux grands projets (autoroutes, barrages, TGV), luttes où les anti-autoritaires ont eu un rôle significatif.

** Urrats Berri («Un autre pas») a été un processus de discussion interne à Herri Batasuna, entre novembre 1991 et avril 1992. Son contenu n'a jamais été rendu public, mais il s'agissait de réfléchir à la continuité de la gauche *abertzale* après l'arrestation des chefs d'ETA à Bidart. Parmi les thèmes abordés, une ouverture vers les mouvements sociaux (féminisme, antimili-

ferait bien d'en profiter pour revenir sur le travail de sape qui a été mené à l'encontre de l'Autonomie et de reconnaître les autonomes comme des combattants pour la liberté de ce peuple. Avec tout le respect qu'ils méritent. Au-delà des désaccords politiques, au nom de l'honneur et de la camaraderie entre révolutionnaires.

tarisme, etc.) avait été proclamée. À travers cette demande publique, l'auteur voulait rappeler à la GA et à ses dirigeants qu'une réelle ouverture vers les mouvements sociaux supposait une révision de leur attitude sectaire envers les autonomes. Ce qui, au jour de la publication du livre, n'avait toujours pas eu lieu.



août 2019

Dans les usines, dans les quartiers, etc. se tenaient des assemblées qui ont naturellement fini par gagner la rue. Le peuple avait trouvé ce chemin par lui-même, sans stratégie imposée d'en haut. On n'oublie pas une expérience comme celle-là.

L'idéologie des autonomes – ou plutôt leur manière de voir les choses étant donné qu'ils ne reconnaissaient aucune idéologie figée – puisait ses racines dans ce bouillon d'euphorie révolutionnaire. Critiques des tendances léninistes, ils aspiraient à la libération du Pays basque sans passer par des étapes intermédiaires. Ils considéraient donc la bourgeoisie basque comme un ennemi et aucun d'entre eux ne s'imaginait pouvoir demander la reconnaissance d'un statut d'autonomie. Ce qui était proposé était l'auto-organisation basée sur la liberté individuelle la plus affirmée.

